



## Répondre aux besoins et arrêter avec l'austérité et le démantèlement du Groupe

La CGT note que les résultats opérationnels ne sont pas aussi catastrophiques que la direction d'Engie l'annonce pour justifier cessions et suppressions d'emploi.

La CGT dénonce l'austérité imposée à tous les salariés du Groupe via le plan « Lean 2018 » qui est encore durci. La direction du Groupe s'enfonce dans une spirale à la baisse : cessions, coupe dans les effectifs et les compétences sans aucune visibilité sur les activités futures.

La CGT considère que le Groupe doit conserver les activités historiques en particulier les activités gazières – y compris l'exploration production- et électriques : il s'agit de répondre aux besoins pendant encore des décennies et de conserver une base de compétences larges sur tous les métiers de l'énergie. Le dérèglement des marchés pose problème mais ce n'est pas en vendant à perte des pans entiers de l'activité qu'on améliorera la situation du Groupe.

La CGT demande l'arrêt du versement des dividendes. Les activités historiques – production, vente, infrastructures, services – doivent pouvoir fonctionner normalement et investir; le Groupe doit garder les ressources financières pour faire évoluer les activités dans le cadre de la transition énergétique.

Groupe Engie (en milliards d'euros)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	66,6	69,9	74,7
résultat net	-0,4	-4,6	3,1
résultat net récurrent	2,5	2,6	2,7
Résultat brut (Ebitda)	10,7	11,3	12,1

### Le résultat du Groupe est stable : les cessions sont compensées par l'austérité sur le personnel

l'Ebitda baisse légèrement notamment sous l'effet des cessions. Il en est de même du résultat net récurrent : 2,5 milliards contre 2,6 en 2015 et 2,7 en 2014. Dans un contexte difficile, et compte tenu des cessions menées tambour battant, on est loin de la situation alarmante utilisée couramment par la direction du groupe pour justifier toutes les réorganisations et cessions.

La direction se glorifie des résultats du plan Lean 2018 : 1 milliards d'économies en 1 an (sur 2.8 visés à fin 2018) et un effet net sur l'Ebitda de 0.5 milliard. Elle en profite pour redonner un tour de vis en portant l'objectif net à 1,2 milliard (+20%). Ainsi, c'est le plan d'économies qui éponge la baisse du résultat liée aux cessions : tous les salariés subissent la politique de dépeçage du Groupe, ceux qui partent vivent la perte de leur emploi et l'incertitude du monopoly financier, ceux qui restent payent par l'austérité imposée. Quel programme motivant pour le personnel !

Cette équation est d'ores et déjà insupportable et beaucoup – et à tous les niveaux- ne comprennent plus où va le Groupe.

## **Une stratégie de cessions inacceptable**

La direction du Groupe veut se séparer des activités à prix de marché pour se réfugier dans celles régulées ou subventionnées. Mais c'est oublier le risque réglementaire (décisions administratives sur les tarifs et sur les subventions). La CGT défend le maintien d'activités tant de marché que régulées dans le Groupe car la logique ne doit pas être celle-là : la logique doit être la réponse aux besoins, et nous avons besoin encore longtemps de gaz, d'électricité nucléaire, d'électricité thermique.

Pour justifier les cessions en cours ou à venir, la direction déprécie à tour de bras : 15 milliards en 2013, 9 milliards en 2015, 4 milliards en 2016, aidée en cela par des normes comptables internationales qui sont « procycliques » (elles aggravent les comptes en période de marchés difficiles, elles donnent une image trop bonne en période de marché florissant). En langage non financier, on dit « quand tu veux tuer ton chien, tu l'accuses de la rage ».

Pourtant, nous constatons en particulier que le prix du Brent s'est déjà redressé par rapport à la base de prix 2016. Ainsi, pour parler d'EPI dont la cession se prépare, les comptes sont sans doute à un point bas en 2016, point bas qui va servir de base à sa cession, ce qui entérine de fait la perte de valeur et empêchera le groupe de bénéficier d'un rebond. Une absurdité financière et économique. Notons que EPI représente près de 12% de l'Ebitda 2016 (soit 1.2 milliard) : sa sortie entrainerait un trou d'air dans les comptes du Groupe bien supérieur à ce qui a été rencontré sur les cessions 2016 (impact de 0.4 milliard). Ceci confirme notre position de ne pas céder EPI.

## **Un endettement lié aux dividendes excessifs**

La direction indique que les cessions sont nécessaires au désendettement. Ceci est faux. D'une part, l'endettement n'est pas à un niveau excessif ; d'autre part, les investissements prévus (7.5 milliards par an) sont largement finançables par la trésorerie générée par l'activité (10 milliards en 2016).

Alors, où est le problème ? : dans les dividendes qui continuent à être versés de façon extravagante (même s'ils ont diminué depuis deux ans). Les dividendes totaux 2015 et 2016 sont de 6.3 milliards : pas mal pour deux années de résultat négatif ! Les dividendes versés par la maison mère sont de 2.4 milliards par an, que le résultat soit positif ou négatif. Les dividendes cumulés depuis la fusion GDF Suez sont de 39 milliards (pour 9 années), soit une moyenne de 4.4 milliards par an. Ces ponctions sont intolérables et surtout injustifiables : puisque le Groupe se donne une stratégie offensive sur la transition énergétique, les actionnaires doivent y participer en laissant le résultat dans l'entreprise.

Les dividendes de la maison mère sont permis par les dividendes versés par les filiales. En 2016, les infrastructures gazières ont versé 1.15 milliards gazières (0.55 pour GrDF, 0.25 pour GRT, 0.25 pour Storengy et 0.1 pour Elengy), les services 0.75 et Suez environnement 0.1. A noter que l'international n'a quasiment rien versé et que l'Europe participe très peu à ces dividendes. Ce sont pour l'essentiel les activités françaises qui sont ponctionnées. La CGT dénonce cette ponction qui ne peut se faire qu'au détriment des salariés, de leurs revenus, de leurs conditions de travail et du développement des activités.

**La coordination CGT du Groupe ENGIE appelle tous les salariés à s'opposer aux plans de cessions et aux plans d'austérité.**

**Elle appelle les salariés à participer aux actions en cours dans plusieurs entreprises des Services et dans la branche des IEG pour obtenir l'augmentation des salaires et le maintien de leurs emplois.**

**L'avenir ne peut être la réduction des coûts sans fin. L'avenir, ce sont des investissements et des salariés formés et bien payés pour les mener à bien.**